

Blues catalan ?

Jeudi 14 décembre 2017

Didier

Nous sommes 15 ce soir à la causerie Cause Toujours + Amis du Monde Diplomatique.

Sujet : **que se passe-t-il en Catalogne ?**

Nos outils :

- ♦ une frise historique (depuis 1920 jusqu'à 2017) : régimes politiques, événements politiques marquants au niveau mondial, national et régional, partis politiques
- ♦ l'article du Monde Diplomatique paru en novembre : « La crise catalane est née à Madrid » par Sébastien Bauer.
- ♦ les témoignages de Dolores, Gérard, Isabel et Lydia

A la suite du référendum organisé par le gouvernement catalan le 1^{er} octobre 2017 (et jugé illégal par le gouvernement espagnol), l'indépendance est proclamée par le Parlement catalan le 27 octobre. La région est alors immédiatement mise sous tutelle par Madrid, en vertu de l'article 155 de la Constitution.

Le gouvernement catalan est destitué et le parlement dissout et plusieurs ministres sont arrêtés la semaine suivante. Un mandat d'arrêt international est lancé contre Carles Puigdemont et quatre de ses ministres, qui sont allés s'installer en Belgique.

Des élections régionales sont convoquées le 21 décembre, obligeant les partis indépendantistes à clarifier leurs positions et leurs alliances.

Pour tenter de comprendre la situation, il faut remonter jusqu'aux années 1920. Après plus de 10 ans de dictature (1923 à 1930 : Primo de Rivera), le 14 avril 1931, le Front populaire proclame l'abolition de la monarchie et l'avènement de la Seconde République espagnole (« République démocratique de travailleurs de toutes les classes »).

Le gouvernement met alors en œuvre un programme de modernisation démocratique et laïque du pays dans le contexte économique défavorable de la crise mondiale. La réaction fasciste, soutenue par les puissants du pays, conduit alors à la guerre civile. En 1939, la République est abolie et remplacée par la dictature franquiste (Francisco Franco). Les républicains sont pourchassés, torturés, massacrés. Ils n'auront pas réussi à saper substantiellement la puissance des classes possédantes ultra-conservatrices au sein de la société, de l'armée, de la haute administration, de l'appareil monarchique.

A la mort de Franco en 1975, se met en place la transition démocratique conduisant à la création d'une monarchie constitutionnelle (constitution de 1978). C'était il y a 40 ans. Or cette constitution, envisagée comme une étape transitoire, n'a pas été révisée depuis. L'Espagne n'est pas une république et le rapport de forces entre conservateurs et démocrates reste largement favorable aux premiers.

La Catalogne est la région la plus riche d'Espagne. Hum ! Voilà de quoi susciter des jalousies. Elle se caractérise par une culture originale forte notamment par sa langue et son histoire. L'enjeu actuel pour la majorité des catalans, qu'ils soient « de souche » ou « immigrés », ce n'est pas tant la revendication indépendantiste que l'aspiration à plus de démocratie. Aspiration bridée par le pouvoir central conservateur et réactionnaire. Et dans ce contexte, la Catalogne se voit fustigée comme fautive de troubles par le gouvernement espagnol, incarné par son premier ministre, Mariano Rajoy, membre du Parti Populaire, parti libéral conservateur. Ce qui est bien pratique dans le contexte de crise économique actuel : la Catalogne, voilà la responsable de nos malheurs ! Pourtant, les espagnols, dans toutes les parties du pays, se révoltent et s'organisent depuis 2011 à la suite du mouvement des indignés (M-15).

La crise financière mondiale de 2008 a placé l'Etat espagnol sous la tutelle européenne imposant une politique de rigueur drastique comme au Portugal ou en Grèce. L'économie espagnole s'appauvrit.

La corruption est une des causes de la révolte des Catalans. Elle gangrène les milieux dirigeants (économie, politique).

Eclairages apportés par les débats

Les pouvoirs étendus donnés au pays basque et à la Catalogne par la constitution de 1978 : le résultat d'un rapport de forces défavorable à l'Etat espagnol après 36 ans d'oppression franquiste.

Statut d'autonomie	9 septembre 1932 19 septembre 1979, modifié le 19 juin 2006
Sièges au Parlement	47 députés 24 (16 élus et 8 désignés) sénateurs
Pouvoir législatif	Parlement de Catalogne
Population	7 522 596 hab. (2016). Espagne : 46,56 millions (2016)
Densité	235 hab./km ²
Rang	2e rang (16 %)
Langue(s)	catalan, occitan (officielles et propres), espagnol (officielle)
Superficie	31 950 km ² (6e rang : 6,3 %)

L'expérience de la République (1931 - 1939) après 20 ans de dictature de 1923 à 1930 (Primo de Rivera).

La corruption gangrène les pratiques des dirigeants politiques espagnols (et catalans) depuis au moins l'époque franquiste et ce à tous les niveaux de l'administration publique.

La violence de l'Etat espagnol / la revendication non-violente des indépendantistes catalans.

Le poids de l'histoire : le gouvernement espagnol a toujours refusé de rendre justice aux milliers de victimes du franquisme.

L'Espagne n'est pas une république. C'est, depuis 1939 une dictature déguisée en monarchie, puis à partir de 1975 une monarchie constitutionnelle. Le roi Juan Carlos a été nommé par F. Franco lui-même.

L'hostilité de beaucoup de non-catalans vis-à-vis des catalans : c'est bien fait pour eux !

Le poids économique et fiscal de la Catalogne dans la richesse espagnole.

L'interdiction de parler catalan en Catalogne pendant la période franquiste.

L'effet de la crise financière mondiale de 2008. La troïka débarque à Madrid et impose des mesures d'économies budgétaires drastiques rognant les capacités de décider et d'agir des gouvernants notamment en Catalogne. La grogne, voire révolte des citoyens (les indignés) et la formation de partis politiques réformistes (podemos, ciudadanos). Une des causes de la radicalisation catalane (plutôt autonomiste qu'indépendantiste) vers la revendication indépendantiste est l'absence de démocratie économique et l'injustice des politiques économiques européennes.

Les catalans savent bien qu'ils ne peuvent pas obtenir l'indépendance. D'ailleurs, au fond, ce n'est pas leur projet. Témoignage d'une militante catalane : « je ne suis pas indépendantiste. Ce que je veux c'est la démocratie. »